

Éditorial

Faut-il continuer à publier en français ?

Régis Meissonier, Rédacteur en Chef

Le 31 mai 2015, SIM recevait du comité de direction de l'*Association for Information Systems* la certification de revue affiliée. Cette date marquait de manière significative le virage à l'international que la revue avait amorcé depuis deux ans. Nous pouvons remarquer dans le graphique ci-après¹, la plus forte partie que représentent désormais les articles écrits en anglais. Alors qu'à ses débuts la revue faisait traduire en français les rares articles soumis par des collègues anglo-saxons, depuis 2015, 69% des articles publiés ont été écrits en langue anglaise (soit 20 des 29 manuscrits parus). Ceci suffit à reconnaître le changement radical opéré au sein de la revue comme au niveau de la communauté scientifique qu'elle porte.

Des Cassandres pourraient ici se réveiller et y voir le signe ostentatoire que la première revue francophone en Systèmes d'Information échappe donc aux auteurs français qui sont ses premiers contributeurs et qu'elle devient une plateforme « importatrice » de travaux étrangers. A la lecture des statistiques, elles pourront se rendormir paisiblement en observant que, sur la période, cette inflation est essentiellement

le fait d'auteurs français² soucieux d'assurer une plus grande lisibilité de leurs travaux au niveau mondial. Le fait qu'après la France, ce soit depuis les Etats-Unis que le plus de téléchargements d'articles de la revue SIM sont effectués, ne peut que soutenir cette volonté³.

Si la politique d'internationalisation de la revue ne s'est pas traduite par un dédouanement de la communauté francophone qu'elle représente, se pose en revanche la question suivante : devons-nous continuer à publier en français ? Cette interrogation n'est, certes, pas nouvelle et intrinsèque à la logique de classement des journaux scientifiques. Elle avait même fait l'objet d'une pétition nationale en 2008 suite aux polémiques soulevées par certaines revues scientifiques n'acceptant plus les soumissions en français⁴. Même si la revue SIM n'a jamais soutenu une telle démarche, la question demeure d'autant plus pertinente, que (1) il n'y a toujours pas de réponse consensuelle à la question et que (2), à nouveau, les articles publiés dans ce numéro sont tous en anglais...

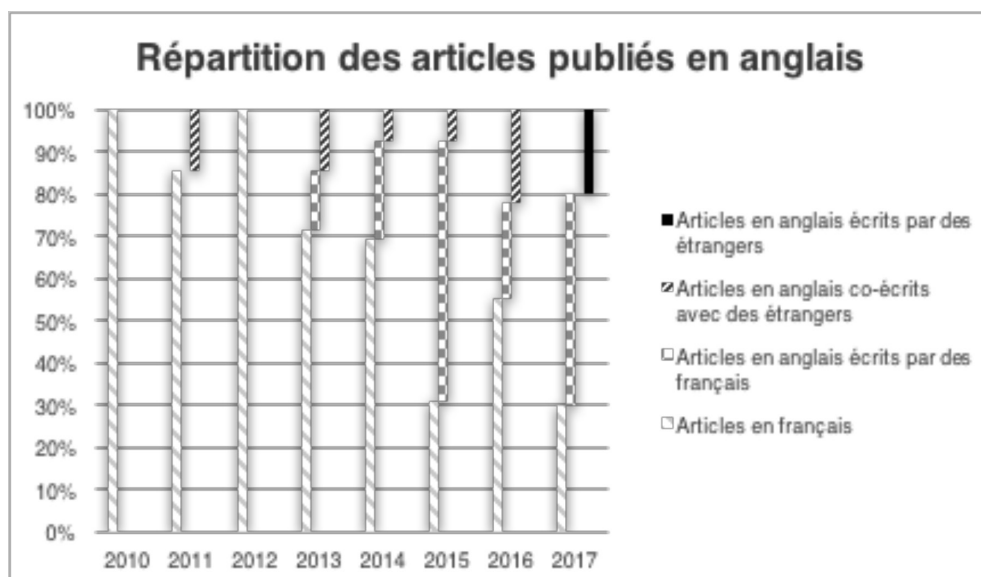
Nous continuerons à SIM à accepter les articles en français pour plusieurs raisons.

¹ Pour l'année 2016, ne sont pas inclus les articles du numéro spécial vol. 21, n° 2 qui, à l'occasion du 20^e anniversaire de la revue, proposait une réédition des articles ayant eu le plus grand *impact factor*.

² A cela, il est intéressant de préciser que les deux articles publiés en 2017 dont les auteurs sont tous étrangers, sont des collègues québécois francophones qui nous ont fait profiter de leur expertise à l'occasion du numéro spécial « IT Health ».

³ 5 principaux pays selon l' AIS sur la période 2015-2017 : France, 5 189 téléchargements enregistrés ; USA, 1189 ; Canada, 734 ; Tunisie, 734 ; Maroc : 604.

⁴ Voir : <http://petition.hermespublishing.com>



Tout d'abord, sur un point tout aussi symbolique que peut l'être la langue dans laquelle un auteur souhaite s'exprimer, nous pensons que la communauté peut par sa propre auto-détermination faire des choix stratégiques sans que l'on ait besoin de les lui imposer. Alors que certaines revues ont fait le choix de n'accepter que des articles en anglais, nous pensons que le changement qui s'accepte le plus facilement est probablement celui qui émerge par lui-même.

Ensuite, notre objectif étant de densifier la recherche francophone, en particulier, avec nos collègues canadiens, le français constitue un ciment fondamental à la communauté ainsi visée. Nous savons tous comment nos « cousins d'Amérique » québécois se souviennent être « nés sous la fleur de Lys » et avoir cru « sous la Rose »⁵ et à quel point ils font la chasse aux anglicismes à travers ce vaste territoire que l'on appelait jadis « La Nouvelle France ». Cette caractéristique est tout aussi prenante dans le monde scientifique qu'elle peut l'être dans la vie quotidienne et dans l'éducation.

A titre d'exemple, le comité d'organisation de la conférence AIM 2018, qui se déroulera en mai prochain à Montréal, accordera une grande importance à ce que les présentations soient faites uniquement en français y compris pour les communications soumises en anglais. Dans cette logique communautaire francophone, le français constitue donc un moteur à notre propre développement à l'international et non un frein.

Enfin, la revue SIM défend une recherche francophone en SI non délimitée par des frontières géographiques ou par une vision dogmatique qui revient à considérer qu'écrire en anglais compromet notre langue maternelle voire notre liberté de conduire la recherche. Je crois bon de rappeler qu'une confusion ne doit pas être faite entre « langue dominante » et « canons dominants ». Dans mon éditorial « Full but not Fool in English » (vol. 21, n° 1), j'expliquais que publier en anglais ne signifiait rien d'autre que suivre la mission de diffusion des connaissances et que, chez SIM, cela n'intimait, nullement de se conformer à de

⁵ Devise du Québec : « Je me souviens, que né sous le lys, je crois sous la rose. »

quelconques paradigmes, méthodologies et autres façons de pensées considérées comme « scientifiquement correctes » par les revues ou les associations les plus prestigieuses. Publier en anglais doit rester un alignement linguistique et en aucun cas un alignement scientifique. Le véritable danger de la mondialisation de la recherche réside moins dans la langue utilisée que dans les comportements mimétiques des auteurs cherchant à reproduire les standards académiques et ce en faisant fi de la propre singularité et originalité de leur investigation.

Les trois articles qui sont publiés dans ce numéro ont été acceptés pour leur contribution et l'auraient été également s'ils avaient été soumis en français. La seule différence est qu'ainsi écrits ils seront probablement téléchargés 3 ou 4 fois plus !

Dans leur article intitulé « CEOs' Information Security Behavior in SMEs: Does Ownership Matter? », Yves Barlette, Katherine Gundolf et Annabelle Jaouen attirent notre attention sur le problème de sécurité de l'information dans les PME. Alors que la presse abonde des cyber-attaques envers les Gafas et autres ténors du secteur des technologies de l'information, ces entreprises davantage représentatives de notre tissu économique sont délaissées. Or, elles subissent de plein fouet les conséquences d'une politique de sécurité de l'information défaillante. En 2015, *l'Internet Security Threat Report 2015* indiquait que 77% des cyber-attaques visaient les petites sociétés. Celles-ci sont, entre autres, victimes de « rançongiciels » (*ransomware*) comme Wanacry ou NotPetya qui parviennent à se jouer des failles informatiques pour prendre « en otage » les données de l'entreprise contre le versement d'une rançon. Voyant ainsi leur activité bloquée, certaines se sont résolues à payer la somme demandée ; d'autres ont été conduites à la faillite. Pour autant, au-delà de ces attaques

spectaculaires qui défrayent la chronique, les défaillances des entreprises en matière de protection des données relèvent avant tout d'un problème de comportements sécuritaires de leurs dirigeants. Ce point est particulièrement saillant dans les PME où les structures hiérarchiques sont aplaties. Basé sur la théorie de la motivation à la protection, l'article dévoile les résultats d'une recherche empirique sur les facteurs de comportements des dirigeants de PME relatifs à la protection des informations de leur société. Un des apports de ce travail est de distinguer les dirigeants propriétaires et non propriétaires et de fournir des résultats venant contrarier *l'a priori* que vous auriez très probablement pu avoir en supposant que les premiers ont un comportement sécuritaire plus significatif que les seconds.

Pour leur part, Clémence Cheruy, Frank Robert et Nassim Belbaly s'intéressent à la popularité des logiciels libres. Bien des écrits ont offert des descriptions du fonctionnement des communautés de développeurs de ces applications *open source*, et ont cherché à identifier les facteurs explicatifs de leur succès. Pour autant, les travaux conduits sur le sujet se sont majoritairement concentrés sur les projets « phares » sans être suffisamment attentifs au fait qu'ils contribuaient, de la sorte, à alimenter une image superficielle et policée du marché du libre. L'article « OSS popularity: understanding the relationship between user-developer interaction, market potential and development stage » s'intéresse justement aux facteurs contribuant à la popularité des projets qui ne sont pas sous les feux de la rampe des forges de l'*open-source*. L'enquête opérée aux de 657 d'entre eux met en lumière, entre autres choses, l'effet exercé par l'intensité des interactions entre les développeurs et les utilisateurs.

Enfin, avec leur article « Reviewing the literature in the IS field: Two bibliometric techniques to guide readings and help the

interpretation of the literature », Isabelle Walsh et Alexandre Renaud apportent une contribution méthodologique à l'attention des chercheurs ayant recours aux analyses bibliométriques. En effet, conduire une analyse de la littérature sur un sujet donné représente une investigation bien coûteuse en temps et en capacité d'attention à repérer les écrits les plus pertinents parmi des milliers d'autres. Jusqu'à quelques années en arrière, les chercheurs passaient des heures à fureter les étagères des bibliothèques universitaires remplis de livres et de journaux dont un des critères de sélection était le coût unitaire de la photocopie ou le nombre de références pouvant être empruntées. Aujourd'hui, même si ces contraintes ont pu être levées par la digitalisation des ressources documentaires, l'agrégation des

références n'en reste pas moins énergivore du fait du volume abondant ainsi accessible. Face à cette approche classique qualifiée « d'interprétative », celle du recours du recours aux outils bibliométriques représente une tendance lourde dans le monde académique. Nous pourrions même considérer que, dans quelques temps, leur usage constituera une pratique incontournable et que des systèmes de type CCA et BCA seront à l'analyse de la littérature ce que Nvivo est au traitement des interviews. Pour autant, par la méthode d'utilisation proposée et illustrée, les auteurs adoptent une position non exclusive entre les deux approches et qui montre la pertinence de leur articulation.

Bonne lecture !